

Frédéric LASSERRE et Luc DESCROIX, 2011, *Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, coll. Géographie contemporaine, 3^e éd., Québec, Presses de l'Université du Québec, 492 p.

André Dumoulin

Volume 42, Number 3, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006226ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006226ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dumoulin, A. (2011). Review of [Frédéric LASSERRE et Luc DESCROIX, 2011, *Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, coll. Géographie contemporaine, 3^e éd., Québec, Presses de l'Université du Québec, 492 p.] *Études internationales*, 42(3), 403–406. <https://doi.org/10.7202/1006226ar>

doivent au préalable surmonter leurs divergences. Ce qui n'est pas toujours évident pendant les négociations internationales, auxquelles s'ajoute le jeu de pouvoir comme trame de fond qui pousse les firmes à toutes les échelles de la prise de décision. Ainsi, l'adaptabilité des stratégies des firmes, qui est un impératif de succès pendant les négociations, est très souvent difficile à réaliser. En outre, très souvent, leurs actions sont en décalage par rapport aux thématiques négociées au sein de la Convention, ce qui fait qu'elles ne parviennent pas à suivre correctement les négociations, soit par manque de compétences techniques, soit à cause de la rigidité de leurs politiques. Enfin, la Convention sur la diversité biologique a la particularité de soulever des questions de justice sociale et d'équité souvent mal prises en compte dans les négociations, en particulier à l'égard des pays en développement, notamment pour ce qui concerne l'APA, qui s'apparenterait plutôt à « une colonisation inversée ».

En conclusion, l'ouvrage dresse un bilan de l'évaluation du degré d'influence des firmes sur les négociations des deux sous-accords de la Convention sur la diversité biologique. Ainsi, selon Orsini, cette influence est à nuancer. Elle est davantage marquée sur le plan national et s'exerce souvent dans des directions opposées, en fonction des intérêts défendus par les différents groupes industriels, intérêts influencés à leur tour par plusieurs facteurs. Outre les résultats pratiques auxquels l'auteure est parvenue, l'ouvrage met en évidence les avantages d'un décroisement des théories des relations internationales pour analyser en détail les phénomènes internationaux. L'apport théorique de cet ouvrage est double comme modèle

de compréhension de l'influence des firmes sur les négociations internationales. Il réfute les approches rationalistes et structuralistes qui échouent régulièrement devant l'écueil de l'empirisme, tout en mettant l'accent sur l'importance d'une approche théorique mixte pour les aborder au moyen de différentes études de cas. Amandine Orsini termine son étude par l'ouverture de pistes de réflexion futures pour mieux cerner toutes les dimensions d'une telle approche, comme l'étude de la mise en œuvre des normes internationales ou le rôle de certaines catégories d'acteurs non étatiques, les ONG notamment, dans les politiques internationales.

Djibril DIOP

*Faculté de l'aménagement
Université de Montréal*

Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau

*Frédéric LASSERRE et Luc DESCROIX,
2011, coll. Géographie contemporaine,
3^e éd., Québec, Presses de l'Université
du Québec, 492 p.*

De toute évidence, à la lecture, on ne peut qu'être impressionné par la somme des données et des analyses de cet excellent ouvrage de référence de très haute qualité scientifique et pédagogique. La clarté, la rigueur et la nuance des propos sont ici particulièrement prégnantes. Enrichi de nombreux tableaux, cartes, figures et encadrés, agréable à manipuler et à lire par son format, cet ouvrage corédigé par Lasserre et Descroix (avec deux contributions de Burton et Le Strat) est subdivisé en deux grandes parties : les enjeux de l'eau dans le monde et des études de cas. Les dix-sept chapitres se terminent le plus

généralement par une conclusion et une bibliographie spécifiques.

Pour ceux qui veulent appréhender en profondeur la question prioritaire de l'eau dans ses aspects environnementaux, géopolitiques, climatiques, juridiques, économiques, belligènes et bien entendu territoriaux, le livre sera « de chevet ». L'ouvrage nous montre combien l'eau est inégalement répartie dans le monde, avec les différences hydriques, les effets évaporateurs, les difficultés d'accès à l'eau potable (y inclus parfois sa morbidité) et les travaux pharaoniques pour détourner les fleuves. La révolution verte et les besoins en eau des sociétés riches ont accru les prélèvements en eau de manière supérieure à l'augmentation de la population mondiale. On perçoit combien l'augmentation du niveau de vie accroît les besoins en eau ; le secteur agricole est ainsi un grand consommateur d'eau (70 % des prélèvements) pour répondre à la demande.

Longtemps ignorée, la question de l'eau apparaît à la fin de la guerre froide, par mise en évidence du concept de « sécurité environnementale » et de « guerres pour l'eau », nonobstant le fait que les études sur les conflits dus à la rareté croissante de l'eau ont été publiées dès 1979. L'actualité du sujet est d'évidence : la politique libyenne en ce qui concerne les nappes aquifères fossiles du Sahara, la question de la répartition de l'eau entre Palestiniens et Israéliens, le flux d'eau en Tunisie au détriment de l'agriculture et au grand profit des sites touristiques côtiers.

D'innombrables ouvrages en langue anglaise ont décrit de possibles crises à venir associées à l'indisponibilité en eau, essentiellement en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Mieux,

vue comme une ressource stratégique, l'eau a été mise en équation de « seuil de tension » (Falkenmark), entre contrainte (moins de 1 700 m³ d'eau par an et par habitant), pénurie relative et pénurie critique, ou selon les critères de Margat sur l'état de pauvreté en eau (moins de 1 000 m³ l'an). Critères bruts devant être pondérés par les questions de répartition de l'eau sur le territoire, les stratégies d'adaptation, les indices de développement humain. Reste que, de toute évidence, même sans grossir le trait, l'eau peut être aussi associée à la multiplication des foyers de tension et les scénarios sont légion : Colorado (ÉU-Mexique), Sénégal, mer d'Aral, Chine du Nord, Jordanie, Arabie saoudite, Australie. Et, même sans guerre de l'eau au sens strict du terme, la crise de l'eau actuelle est lourde de violences potentielles ou, à tout le moins, de graves tensions entre États. Les questions hydrauliques sont des questions hydro-politiques aux accents externalisés.

Cet ouvrage nous ouvre aussi la voie par ses chapitres thématiques à la pluralité des champs couvrant la crise de la répartition et de la distribution de l'eau. Celle-ci peut devenir un outil militaire (levier politique) par son appropriation ou son « interception/détournement ». L'eau peut être une cible / un enjeu de conflits quand elle est associée à une frontière (chutes Guaira, barrage d'Itaipu, Chatt-el Arab, rivière Cenepa) ou à des enjeux de propriété, sans que cela aboutisse nécessairement au recours à la force. Les multiples exemples intégrés sous forme de tableaux sont, à cet égard, très éclairants, comme le sont aussi l'analyse tout en nuances de la guerre de Six Jours vue comme un conflit partiellement explicable au motif de la sécurité hydrique d'Israël ou celle du partage des

eaux de l'Euphrate (Tabqa) amenant des tensions entre la Syrie et l'Irak au milieu des années 1970.

Quand bien même les experts ne sont pas tous d'accord sur la notion de guerre de l'eau, certains même la niant (Wolf), de toute évidence des enjeux hydrauliques peuvent naître les guerres civiles par rareté des ressources. Certains conflits frontaliers et régionaux peuvent en réalité cacher en partie aussi des enjeux aquifères (Tuiton) associés à des besoins d'accroissement de ressources ou à une protection des ressources nationales. L'eau devient un facteur de tension supplémentaire sur une échelle encore limitée aujourd'hui. Une des questions est de déterminer si cette modération à propos des conflits sur l'eau peut s'expliquer par le fait que l'eau reste une ressource renouvelable, à la différence des métaux stratégiques rares ou précieux (uranium, pétrole, titane, cobalt, etc.).

Il semble que l'explication soit plus complexe dès lors que l'eau également conditionne la puissance économique, qu'une partie des ressources aquifères sont fossiles (donc épuisables) et que bien des conflits concernent les ressources « renouvelables » (bois précieux, pêche). *A contrario*, l'eau peut être source de coopération comme le démontrent les 3 600 traités portant sur elle et son usage, signés entre les années 805 et 1984. Les exemples mis en avant étant le partage des eaux de l'Indus (Inde-Pakistan), celui du Gange (Inde-Bangladesh), celui du Jourdain, l'Initiative du bassin du Nil et le règlement du bassin du Syr Daria.

Pour Lasserre, il s'agit, au final, de questions d'ordre intérieur avant tout : d'une part, l'adaptabilité socioéconomique

face à la disparité de la rareté vécue et du niveau de rareté « objectif » (volume disponible par habitant), entre la rareté de l'eau et la capacité d'adaptation sociale (Ohlsson) ; d'autre part, la gestion de la tension interne par de l'arbitrage, de la technologie et de nouvelles attitudes imposées et, enfin, par l'externalisation de la tension intérieure (nouvelles ressources extérieures).

En vérité, pour notre auteur, la rareté de l'eau ne débouchera sur des situations de crise aiguë que si la capacité sociale d'adaptation est largement dépassée. Globalement, la thématique de l'eau est complexe et il s'agit encore et toujours de déceler le réel des accents catastrophiques, de distinguer prélèvement et consommation, de manipuler avec précaution tout modèle prévisionnel des volumes globaux dont auront besoin les sociétés humaines, sachant que nous observons un meilleur usage de l'eau dans l'industrie et dans les pratiques domestiques dans certaines régions du monde. Certes, sans que cela empêche l'augmentation globale de la consommation mondiale (Shiklomanov et Alcamo) et la crainte d'une dégradation de la qualité de l'eau sur fond de disparités régionales.

L'ouvrage s'ouvre également à d'autres thématiques autour des économies domestiques (isolation des aqueducs, pratiques, usages, récupération des eaux de pluie, recyclage, limitation de la pollution, tarification) ou de l'augmentation des ressources (dérivation des fleuves et des lacs, dessalement, etc.), du droit international pour le règlement des litiges (y compris la Convention de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation) ou les effets ambivalents de l'irrigation (Descroix).

Faut-il également destiner un territoire plus ou moins étendu à jouer un rôle hydrologique particulier, à l'exemple des politiques autour des bassins versants, de la mécanisation de l'agriculture ?

L'ouvrage propose en outre une étude sur la gestion intégrée des ressources en eau par bassin (Burton) avant que les deux auteurs principaux de cette somme présentent plusieurs études de cas.

Nous l'aurons compris, cet ouvrage est particulièrement riche et ouvert de questionnements. Il est aussi un outil remarquable pour les étudiants universitaires.

André DUMOULIN

Université de Bruxelles

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Multinational Military Intervention. NATO Policy, Strategy and Burden Sharing

*Stephen J. CIMBALA et Peter
K. FORSTER, 2010, Burlington, VT,
Ashgate, 233 p.*

Au moment où l'OTAN est engagée dans une nouvelle offensive militaire « hors zone », cette fois en Libye, offensive caractérisée par un engagement militaire à géométrie variable selon les États participants, l'analyse de Stephen Cimbala et Peter Forster sur le partage du fardeau arrive à point. En effet, depuis la fin de la guerre froide, l'on assiste à une multiplication inédite d'opérations militaires multilatérales menées par les États occidentaux, un phénomène qui semble n'avoir rien d'éphémère. La problématique de l'ouvrage est d'autant plus pertinente qu'elle s'inscrit dans une littérature florissante qui tente de

cerner autant les raisons derrière les contributions variables des alliés aux nombreuses opérations militaires coalisées que la nature de ces variations et leurs implications pour les interventions multilatérales à venir.

C'est bien davantage à ce second niveau que l'apport de *Multinational Military Intervention* se distingue. L'ouvrage adopte une perspective multidimensionnelle du partage du fardeau en comparant la distribution relative des risques, des coûts et des responsabilités entre alliés, et ce, de l'intervention militaire au Liban au début des années 1980 aux négociations entourant la réduction des armes nucléaires dans l'après-guerre froide, en passant par les guerres du golfe Persique, des Balkans et d'Afghanistan. Au-delà donc de simples analyses comparées des budgets militaires et financiers ou des troupes déployées, l'ouvrage examine de nouveaux aspects que représente le partage équitable des risques et des responsabilités à prendre part à des interventions militaires de plus en plus longues, coercitives et périlleuses. On y aborde ainsi les coûts et les bénéfices liés à de nouvelles dimensions que sont l'influence, la réputation et les pertes humaines.

Si l'objectif des auteurs est d'explorer l'impact du changement systémique (d'un ordre dipolaire à multipolaire) sur le partage du fardeau entre États occidentaux, à travers les perceptions contrastées des menaces et des opportunités, le résultat réside davantage en une description détaillée de chacune des études de cas, de même qu'en une synthèse des nouvelles caractéristiques du partage du fardeau à l'ère dite de la multipolarité. L'ouvrage s'adresse donc au large public de praticiens, analystes et étudiants intéressés moins par les enjeux